ORGANISATION OF AFRICAN UNITY

67-649

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

منظمة الوحدة الافريقية
الامانـــة
الامم المتحـــدة
اللجنة الاقتصادية لافريقيـــــا

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

B.P. 3243

ADDIS-ABEBA
ETHIOPIA

P. O. Box 3001

Comité directeur de l'OUA
Addis-Abeba, 24-27 mars 1986

Première réunion extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA
Addis-Abeba, 28-29 mars 1986

Quinzième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA
Addis-Abeba, 30-31 mars 1986

Distr.
Restreinte

OAU/ECM/2XV/Add.5
E/ECA/ECM.1/1/Add.5
30 mars 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS PRESENTEES PAR LES PAYS AFRICAINS A LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE A LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

(Document OAU/ECM/2XV/Rev.1; E/ECA/ECM.1/1/Rev.1)

1. ALGERIE

Page 1, section 1, paragraphe 1, remplacer l'ancien texte par ce qui suit :

Avec un taux de croissance de 4,9 p. 100 au cours des cinq dernières années, l'Algérie connaît sans aucun doute une croissance économique moyenne soutenue. Si le pétrole demeure le levier du développement économique constituant avec le gaz naturel plus de 90 p. 100 des exportations et environ 43 p. 100 des recettes publiques, il n'en demeure pas moins que l'Algérie s'est attelée durant ces dernières années à la mise en oeuvre d'une politique visant à la diversification de ses exportations. Le développement des secteurs de l'industrie, de la construction et des services a soutenu l'essor de l'économie. Toutefois, au cours de ces dernières années, les effets cumulés de la crise économique mondiale et l'affaiblissement du marché pétrolier ont, d'une certaine manière, ralenti la forte croissance enregistrée vers la fin des années 70.

Alors que les mesures prises pour diversifier la base économique commencent à porter leurs fruits, l'affaiblissement du secteur pétrolier n'en a pas moins affecté la balance des paiements. Au cours des dernières années, le pays a enregistré des déficits accrus du compte courant. Les obligations au titre du service de la dette pour un encours d'environ 16,6 milliards de dollars absorbent quelque 33,1 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. L'APD a connu une baisse de 149 millions de dollars en 1983 comparé au niveau de 178,8 millions en 1980. Cependant, l'économie demeure solide sur le plan intérieur. La production agricole (environ 10 p. 100 du PIB) enregistre de nets progrès à la suite de l'adoption des mesures visant à accorder la priorité au développement du secteur agricole et des secteurs connexes tels que l'hydraulique et l'agro-alimentaire.

Page 1, section 2, paragraphe 2, remplacer l'ancien texte par ce qui suit :

Le programme de développement de l'économie vise essentiellement la poursuite de la modernisation et le développement de l'agriculture, par l'amélioration des techniques culturales, la mise en valeur des terres et la fourniture de crédits, la rationalisation du secteur d'Etat dans l'agriculture, l'incitation à l'exploitation des zones sahariennes. En même temps, d'autres secteurs et services directement liés à l'agriculture sont développés, en particulier le secteur hydraulique, la diffusion de techniques et méthodes améliorées d'irrigation et de culture et les industries en amont et en aval de l'agriculture. Un accent particulier a été mis sur la production alimentaire, surtout céréalière et animale en vue de renforcer l'autosuffisance alimentaire. Des efforts importants sont poursuivis dans d'autres secteurs de l'économie nationale, industries notamment et travaux publics, éducation, santé, etc...

Page 1-2, section 3, paragraphe 3, remplacer l'ancien texte par ce qui suit :

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de développement économique des mesures directes et indirectes relatives à l'agriculture, l'amélioration de la gestion globale de l'économie ont été adoptées. Dans ce contexte, le gouvernement a entrepris de rationaliser les dépenses publiques en accordant la priorité aux investissements productifs. les entreprises publiques ont été restructurées en vue de rendre leur gestion plus efficace et autonome. Des mesures d'incitation ont été adoptées en vue du développement des petites et moyennes entreprises. Le gouvernement, tout en préservant la place prédominante du secteur public dans l'économie nationale, encourage la participation du secteur privé au développement économique dans le cadre du rôle qui lui est assigné.

3. BENIN

Page 4, section 1, paragraphe 1, remplacer la deuxième phrase par ce qui suit :

"Le taux de croissance du PIB qui était de 4,1 p. 100 en 1980 n'a cessé de décroître jusqu'en 1983".

Remplacer la troisième phrase par ce qui suit :

"Un redressement dû à l'amélioration de la production agricole a été amorcé en 1984; il s'est poursuivi notamment avec la prise en compte de la production pétrolière et de la production de clinker".

Page 5, section 3, paragraphe 3,

Point a) remplacer la première ligne par "renforcement des centres d'action rural (CARDER)"

Point c) lire "renforcement" au lieu de "création"

Point d) lire : "Régularisation des cours des céréales par l'Office national des céréales (ONC) et garantie des meilleurs prix aux producteurs"

Supprimer point g) et changer la numérotation du point h) en g).

5. BURKINA FASO

Page 9, section 1, paragraphe 1, 3ème phrase, remplacer la 3ème phrase par ce qui suit :

"Le niveau de la dette extérieure de Burkina Faso a été estimé à 754,2 millions de dollars en 1985"

section 2, paragraphe 2, lire nouveau point d) comme suit :

"La mise en valeur des ressources humaines sera surtout axée sur des soins de sanité pour tous, l'alphabétisation des masses, la formation du personnel, l'organisatioin et la mobilisation des collectivités rurales".

Paragraphe 3 - Entre les 1ère et 2ème phrases, insérer ce qui suit : "L'élaboration du premier plan quinquennal de développement populaire économique et social, couvrant la période 1986-1990, s'inspire de mêmes préoccupations".

Page 10, section 3, paragraphe 3, 1ère phrase, supprimer les mots suivants : "promulgué en août 1983"

6. BURUNDI

Page 11, section 1, paragraphe 2, 6ème ligne lire "2,0 p. 100" au lieu de "0,6 p. 100"

Page 13, section 5, dernière colonne du tableau lire 66,8, 97,5 et 165,3 au lieu de 48,2, 117,2 et 165,4.

Page 11, renvoi, Insérer cette note en bas de la page qui se lit :

"Certaines données qui apparaissent dans cet aperçu synoptique ont été mises à jour par rapport à celles qui se trouvent à l'appendice statistique".

7. CAMEROUN

Page 13, section 1, paragraphe 2, remplacer le texte du paragraphe par le suivant :

"L'encours total de la dette publique extérieure s'élève à un peu plus de 2,7 milliards de dollars en 1984 contre 1,9 milliard de dollars en 1982, soit un accroissement de près de 42 p. 100. Il convient cependant de souligner que le gouvernement continue de mener une politique d'endettement prudente et s'emploie à privilégier l'utilisation des ressources nationales. Le service de la dette est estimé à 7 p. 100 des exportations de biens et services en 1984. Le gouvernement a été, de temps en temps, amené à honorer sa garantie sur les dettes contractées par les entreprises publiques ayant connu des difficultés financières. Par ailleurs, l'aide publique au développement (APD) a baissé de 264,1 millions de dollars en 1980 à 142 millions en 1984.

Page 14, section 2, paragraphe 1, 4ème ligne supprimer le mot "être" après le mot "seront"

Section 3, paragraphe 1, remplacer le texte de ce paragraphe par le suivant :

Le Gouvernement vient de réaménager le Code d'investissement en vue de favoriser la création des petites et moyennes entreprises et, d'une manière générale, de stimuler l'activité économique. Plusieurs autres réformes et mesures sont envisagées ou engagées pour rendre le secteur public plus efficace sur le plan économique et financier et permettre au secteur privé de participer davantage aux activités économiques. D'importantes mesures incitatives ont été prises dans le secteur agro-pastoral : concours de la plus belle plantation, augmentation des prix d'achat aux producteurs, paiement des ristournes, création d'un office pharmaceutique vétérinaire. Dans le cadre de la mobilisation des ressources intérieures, l'Etat envisage de poursuivre sa politique d'émission d'emprunts intérieurs.

8. CAP-VERT*

Page 15, section 1, paragraphe 1, dernier paragraphe lire "118 millions de dollars" au lieu de "100,7 millions de dollars".

Page 16, section 2, remplacer la 1ère phrase par ce qui suit :

"La dépendance de l'extérieur pour son alimentation n'est pas compensée par de modestes exportations des biens (bananes, poisson) et des services (cabotage)".

Section 3, point b) au lieu de "dans l'Ile de Santo Antao et celle de Leo Tiago Nicolau "lire dans les iles de Santo Antao, Santiago et Lao Nicolas"

9. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Page 18, section 3, paragraphe 2, sous-paragraphe c) lire : "l'assainissement des sociétés à vocation agricole, notamment la société centrafricaine des produits agricoles et dérivés (SICPAD) et la caisse de stabilisation et péréquation des produits agricoles (CAISTAB)".

10. TCHAD

Page 19, section 1, paragraphe 1, 2ème phrase lire : "Cette croissance lente est due en grande partie aux conséquences de la guerre d'occupation durant les années 1980-1983 et à la sécheresse exceptionnelle qui a sévi durant la campagne 1984-1985".

- Paragraphe 2,

* Certaines données qui apparaissent dans cet aperçu synoptique ont été mises à jour par rapport à celles qui se trouvent à l'appendice statistique.

- Paragraphe 2,

La 7ème phrase se lit comme suit :
"Le gouvernement a négocié le rééchelonnement de ces arriérés avec ses donateurs principaux".

11. COMORES

Page 22, section 3, paragraphe 1, les phrase

- Remplacer les mots "entend adopter les politiques suivantes" par "entend prendre les mesures suivantes"

- Sous-paragraphe a), lire "l'assainissement des finances publiques" :

  - amélioration des procédures de recouvrement des impôts

  - Adoption d'une nouveau code général des impôts

  - Elaboration d'un nouveau tarif douanier

  - Elaboration d'un nouveau code des douanes"

- Sous-paragraphe b), lire "Assainissement des entreprises publiques (adoption d'une charte définissant les droits et obligations du gouvernement vis-à-vis de chaque entreprise"

- Ancien sous-paragraphe a) devient sous-paragraphe c)

- Ancien sous-paragraphe c) devient sous-paragraphe d)

- Ajouter sous-paragraphes.

e) Meilleure coordination entre le Ministre du Plan et celui de l'économie et des finances

f) Adoption d'un nouveau code d'investissement

g) Mise en oeuvre d'une politique en matière du tourisme

h) Création d'une caisse de stabilisation et de soutien des prix des produits agricoles

13. COTE D'IVOIRE

Page 26, section 1, paragraphe 2, 3ème ligne, insérer les mots "de recettes d'exportation" entre les mots "19,9 p. 100" et "en 1984".

- Section 2, après la première phrase, ajouter une nouvelle sous-paragraphe a) qui se lit comme suit : "a) Poursuite de la formation et de la valorisation des ressources humaines".

- Les trois derniers sous-paragraphes restent inchangés sauf la numérotation qui devient c), d), et e) au lieu de b), c) et d).

- Lire nouveau b) "poursuite de la modernisation et de la diversification de l'agriculture, ce qui implique un accroissement significatif des investissements dans ce secteur".

- Section 3, sous-paragraphe a) au lieu de "Création de quatre structures d'intervention pour l'encadrement des planteurs avec pour actions principales" lire : "Regroupement, réorganisation et rationalisation des anciennes structures d'encadrement des planteurs ayant pour principale action :"

- Ajouter à la fin de la phrase les mots suivants "ces structures sont réduites à quatre alors qu'auparavant il en existait un grand nombre. Il faut ajouter à ces structures les instituts de recherche qui assurent le développement technologique et l'amélioration des rendements et des espèces variétales les plus adaptées au pays."

Page 27, sous-paragraphe h) ajouter "Dissolution" avant assainissement et terminer la phrase par "ces mesures sont appliquées avant l'élaboration et la sortie du plan 1986-1990"

14. DJIBOUTI

Page 28, section 1, paragraphe 2, deuxième phrase, remplacer les trois dernières lignes par "... et l'économie est basée essentiellement sur le secteur tertiaire (services)".

Section 2, paragraphe 1, remplacer le paragraphe par le texte suivant :

"Compte tenu de la situation particulière de l'économie djiboutienne basée essentiellement sur le secteur tertiaire, le Gouvernement a accordé toute la priorité au secteur primaire pour diversifier l'économie.

Le programme prioritaire met l'accent sur le secteur primaire par la mobilisation et la valorisation des ressources en eau, l'augmentation de la production végétale, l'extension des aires irriguées, la diversification des cultures selon les différentes zones écologiques du pays, l'amélioration de la production animale et la promotion des petits élevages, le développement de l'agriculture oasienne, l'association de l'agriculture et de l'élevage, la poursuite des efforts de modernisation des équipements de pêche.

Les autres domaines d'intervention du Programme prioritaire sont les transports pour désenclaver les zones rurales, le développement des énergies locales (géothermie, solaire, éolienne), lutte contre la sécheresse (notamment par la conservation des eaux et des sols, la restauration des parcours et l'amélioration des pâturages, le reboisement), le développement des ressources humaines et le renforcement des institutions et services de soutien au secteur primaire."

Page 29, section 3, paragraphe 1, remplacer ce paragraphe par le texte suivant :

"Pour réaliser son programme prioritaire, une priorité sera accordée à la mobilisation effective des populations rurales."

Les principales réformes envisagées ou en cours sont :

- un meilleur accès des agriculteurs au crédit;
- un meilleur accès à l'information et au marché;
- la mise sur pied d'une législation sur l'environnement afin de préserver le milieu naturel;
- des mesures d'incitation à l'investissement (code des investissements);
- le développement et l'exploitation de toutes les sources d'énergie.

Page 29, renvoi section 4, insérer à la fin du titre de la section 4 un renvoi (1) et mettre en bas de la page la note suivante : "Les informations suivantes ont été fournies par le Gouvernement après que les données contenues dans cette section ont été compilées".

4. Montants estimatifs de programme

Coût total du programme :	182,7 millions de dollars E.U.
Financement extérieur acquis :	21,1 millions de dollars E.-U.
Financement extérieur recherché :	152,5 millions de dollars E.-U.
Financement national acquis :	9,1 millions de dollars E.-U.

15. EGYPTE

Page 30, Section 1, paragraphe 2, ajouter à la fin de la 4ème phrase les mots suivants : "des biens et services non facteurs".

A la fin de la 6ème phrase, lire "...la baisse significative prévue de recettes provenant de pétrole, transferts de fonds, tourisme et du canal de Suez".

16. GUINEE EQUATORIALE

Page 32, Section 1, paragraphe 1, supprimer la 4ème phrase et remplacer par ce qui suit : "Cependant, aucune donnée spécifique n'était disponible au moment de l'évolution de l'activité économique durant la période 1980-1984".

17. ETHIOPIE

Page 34, section 1, paragraphe 2,

La deuxième phrase est libellée comme suit :

- Cette sécheresse a bouleversé les activités agricoles et a provoqué de lourdes pertes en biens et en vies humaines.

Section 2, paragraphe 2,

Section 2 :

La première phrase est libellée comme suit :

- Ayant accordé la priorité à l'alimentation et à l'agriculture, l'Ethiopie a axé ses efforts sur l'aménagement rural, en mettant l'accent sur la mise en valeur des ressources en eau.

Page 35, section 3, paragraphe 1,

La deuxième phrase est libellée comme suit :

- Dans le domaine agricole, un certain nombre de mesures d'incitation ont été adoptées : fourniture d'engrais, de semences, de crédit, à des conditions préférentielles, et d'outils aratoires, prestation de services de vulgarisation et organisation de programmes de développement agricole (PADEP), le but étant d'augmenter la productivité et la production agricoles dans l'ensemble du pays.

20. GHANA

Page 41, section 1, paragraphe 1, 3ème phrase lire : "Le PIB a continué à baisser entre 1980 et 1983, avant de se redresser avec en 1984 un taux de croissance de 10,7 p. 100 et en 1985 5,8 p. 100"

A la fin du paragraphe 1, ajouter les deux phrases suivantes :

"Le volume des exportations s'est accru et le taux d'inflation a baissé de 116 p. 100 en 1981 à 11 p. 100 en 1985. La relance économique a permis de jeter les bases d'une économie de plus en plus rentable et de plus en plus saine"

Section 2, paragraphe 2, remplacer le texte du paragraphe par le suivant :

Le programme national de redressement économique qui avait été lancé en 1983 pour renverser la tendance au déclin de l'économie est axé sur la fourniture des services agricoles, services de vulgarisation et de facilités de crédit, ainsi que sur des incitations visant à accroître la production agricole et à augmenter les exportations"

Section 3, ajouter nouveau sous-paragraphe d) qui se lit : D'autres politiques : la poursuite d'une politique souple en matière de taux de change, la discipline monétaire et financière et les mesures destinées à trouver une solution à quelques-uns des problèmes liés aux faiblesses structurelles de l'économie.

Page 42, renvoi, section 4, ajouter le renvoi 1) à la fin du sous-titre et la note suivante en bas de la page 42.

"Les informations suivantes ont été fournies par les officiels du gouvernement après que les données contenues dans cette section aient été compilées.

- Ressources déjà mobilisées à l'extérieur : 577 milliards de dollars

- Ressources à mobiliser à l'intérieur : 946 millions de dollars

- Ressources à mobiliser à l'extérieur 2 712 millions de dollars

- Montant estimatif de ressources probablement disponibles 4 175 millions de dollars

- Coûts estimatifs du Programme 4 724 millions de dollars

- Ecart 549 millions de dollars

21. GUINEE

Page 43, section 2, paragraphe 3, ajouter au niveau des cultures de rapport le café, l'ananas, le cacao et le palmiste. Faire un deuxième et un troisième tiret pour inclure ce qui suit :

- Développement du secteur des transports et des télécommunications par le renforcement des infrastructures nécessaires pour atteindre cet objectif

- L'accroissement de la production notamment par la promotion et le développement des petites et moyennes entreprises

Page 44, section 3, paragraphe 1, ajouter les sous-paragraphes suivants :

f) révision de la législation fiscale, du tarif douanier et du code des investissements dans le secteur productif;

h) Améliorer la gestion de l'économie nationale grâce à des mesures d'austérité

24. LESOTHO

Page 49, section 2, le paragraphe est libellé comme suit :

"Au cours de la période correspondant au 5ème plan de développement, la priorité sera accordée à l'agriculture et à l'aménagement rural ainsi qu'aux activités d'appui au secteur agricole, notamment celles relatives à l'industrie, à la mise en valeur des ressources en eau, à l'énergie, aux transports et communications et à la mise en valeur des ressources humaines. La priorité sera également accordée à l'amélioration et à l'intensification des activités sociales, notamment pour ce qui est de l'éducation et de la santé".

Section 3, le paragraphe est libellé comme suit :

"Les mécanismes de planification doivent être renforcés afin de promouvoir la gestion économique. Les programmes d'incitation à la production seront réexaminés et modifiés en vue de mieux les adopter aux exigences de la croissance économique. Les activités des établissements publics, y compris les entreprises semi-publiques et les circuits de commercialisation et de distribution, seront réévaluées et rationalisées. Une nette préférence serait délibérément accordée aux investissements à forte intensité de travail. Il sera procédé à l'utilisation rationnelle et systématique des ressources humaines. La participation de l'ensemble des collectivités a été notamment favorisée par le renforcement des coopératives et la restructuration des institutions rurales.

26. JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

Page 53, Section 1, Ajouter à la fin de la lère phrase : "et qui ont été aggravés par le blocus économique et financier dont la Libye vient d'être l'objet à la suite de la détérioration de ses relations avec les Etats-Unis d'Amérique".

Section 2, Paragraphe 2 insérer avant la dernière phrase du paragraphe ce qui suit :

"Les avantages agricoles dont va bénéficier se schéma pourraient sérieusement être affectés à cause des mines de la deuxième guerre mondiale qui existent encore dans certaines régions du pays".

28. MALAWI

Page 57, section 2, paragraphe 4, point d) lire comme suit :

a) "Sécheresse et désertification : les principaux éléments sont le reboisement, l'électrification des zones rurales et l'exploitation des ressources minérales locales".

Section 3, paragraphe 5, remplacer la première phrase par : "Pour améliorer la productivité des petites exploitations, l'on a adopté des prix rémunérateurs, amélioré les circuits de commercialisation des produits agricoles et les services d'approvisionnement en facteurs de production, les services de recherche, de vulgarisation et de crédit agricole.

30. MAURITANIE*

Page 60-61, section 1, paragraphe 1, à la fin de la cinquième phrase, ajouter les mots suivants : "et le PIB par habitant a baissé de 6 p. 100 pour cette période".

Sixième phrase, lire "1,7 milliard" au lieu de "1 397,6 millions" et "36 p. 100" au lieu de "38,6 p. 100".

---

* Certaines données qui apparaissent dans cet aperçu synoptique ont été mises à jour par rapport à celles qui se trouvent à l'appendice statistique.

33. MOZAMBIQUE

Page 67, section 1, paragraphes 1 et 2, remplacer les deux premiers paragraphes par le texte suivant :

Le net déclin économique qu'a connu le Mozambique depuis 1980 est essentiellement imputable à une combinaison des facteurs perturbants dont les plus importants sont l'application des sanctions imposées à l'encontre du régime de Rhodésie du Sud, l'effondrement des structures administratives coloniales après l'indépendance en 1975, les activités de destabilisation de l'Afrique du Sud, la crise économique internationale, et une série des catastrophes naturelles telles que les inondations de 1976, les cyclones de 1982 et la grave sécheresse de 1979 et de 1984.

La baisse de la production ainsi que la faiblesse de productivité qui en a résulté, notamment dans le secteur agricole, expliquent, en grande partie, le fait que le PIB a connu une baisse annuelle moyenne de 2,6 p. 100 par an au cours de la période 1980-1984, tandis que le PIB par habitant avait diminué de 5,9 p. 100 par an au cours de la même période.

Ces facteurs se sont traduits par une baisse du niveau de la production et de la commercialisation des produits d'exportation et, partant, d'un alourdissement de la dette. La faiblesse du volume de l'aide publique au développement (APD) par rapport à celui des crédits contractés aux conditions du marché s'est traduite par un alourdissement de la dette. En 1983, l'APD s'est élevée à 211,9 millions de dollars contre 366,3 millions de dollars au total pour les prêts contractés aux conditions du marché."

Page 67 renvoi, mettre un (*) après le titre Mozambique et insérer une note en bas de la page qui se lit comme suit : "(*) Ces données qui apparaissent dans cet aperçu synoptique du pays ont été mises à jour par rapport à celles qui se trouvent à l'appendice statistique."

34. NIGER

Page 69, section 3, lire nouveau sous-paragraphe a) comme suit :

a) "La mise en place, définitivement terminée à présent, sur toute l'étendue du territoire national, de structures de consultation, de concertation et de participation directe des populations à la gestion des affaires".

La numérotation de trois derniers sous-paragraphe devient respectivement b), c) et d).

Page 70, première phrase, lire "Privatisation" au lieu de "privation" "certaines" au lieu de "centaines".

37. SAO TOME-ET-PRINCIPE

Page 75, section 1, paragraphe 1, supprimer la deuxième et la troisième phrases et remplacer par ce qui suit :

"Les causes principales de cette chute catastrophique de l'activité économique sont la baisse de la production et des prix du cacao, le principal produit agricole représentant environ 40 p. 100 du PIB et 80-90 p. 100 des exportations".

- Ajouter à la dernière phrase après "dramatique" le mot "tombant".

Section, 2, point b) lire comme suit :

"énergie, programme de réhabilitation et extension des centrales électriques, construction de nouveaux centres de production, stockage des produits pétroliers".

Changer la numérotation des points b) et c) qui deviennent respectivement c) et d).

Page 76, section 3, lire la deuxième phrase comme suit :

"Cette politique implique un grand nombre de réformes dans les domaines suivants : a) restructuration des entreprises publiques, soit par des contrats de gestion avec des partenaires étrangers, soit par la création des sociétés mixtes; b) mesures incitatives en faveur des travailleurs du secteur agricole en favorisant le gain de productivité, dans le souci d'améliorer les performances de l'économie; c) distribution des parcelles de terre où chaque individu peut se consacrer à la production de cultures vivrières; d) réforme du système commercial par la libération du commerce extérieur et intérieur; e) politique monétaire ayant pour but de doter le pays d'une monnaie forte en évitant tout augmentation de la masse monétaire qui ne serait pas

accompagnée d'une augmentation équivalente de la production; f) la mobilisation de l'épargne populaire au service de l'économie afin de remplacer progressivement les apports extérieurs.

Page 76 renvoi, section 4, ajouter le renvoi 1) à la fin du sous-titre et la note suivante en bas de la page 76: "Les informations suivantes ont été fournies par les officiels du gouvernement après que les données contenues dans cette section aient été compilées :

Ressources déjà mobilisées à l'extérieur	25,0
Montant probablement disponible	25,0
Coût du Programme	110,6
Ecart	85,6

41. SOMALIE

Page 84, section 3,

Ajouter à la fin de la troisième phrase après "tandis que l'inflation a atteint le chiffre record de 92 p. 100", le texte suivant : "avant de chuter à 36 p. 100 du fait des efforts déployés par le gouvernement dans le cadre de son programme d'ajustement et de stabilisation".

42. SOUDAN

Page 85, section 1,

Fin de la dernière phrase ajouter "et l'érosion massive par les réfugiés"

Page 86, section 2, ajouter après les mots "développement régional", les soins de santé, principes et la mise en oeuvre des ressources en eau".

44. TOGO

Page 89, section 1, 1ère phrase, lire "et" au lieu de "ou"

46. OUGANDA

Page 94, Section 1, paragraphe 1, Remplacer le paragraphe 1 par le nouveau paragraphe suivant :

L'Ouganda est un pays enclavé qui a connu une stagnation économique continue du fait d'une mauvaise gestion économique, de dessensions internes d'un environnement économique international défavorable. La prédominance de sécurité intérieure durant la période 1980-1985 a empêché la mise en oeuvre des deux programmes de redressement élaborés durant cette période. Les réformes des politiques économiques introduites en juin 1981 n'avaient eu aucun effet sur l'économie étant donné que ces mesures étaient pleines de contradictions dues aux charges aggravées du service de la dette, à une inflation galopante et d'un affaiblissement continu de la monnaie nationale, ce qui à son tour décourageait les investissements et favorisait les activités de spéculation sur la consommation. Le résultat d'ensemble est qu'en dépit de l'abondance de ses ressources naturelles et d'une base économique relativement développée au moment de l'indépendance en 1962, l'Ouganda a actuellement une économie ravagée et est classée parmi les pays les moins avncés du monde.

Paragraphe 2, supprimer les 4ème et 5ème phrases.

47. République-Unie de Tanzanie

Page 96, Section 1, paragraphe 2, 1ère phrase : Lire "2,6 milliards de dollars" au lieu de "2,9 milliards de dollars"

Page 97, Section 3, mettre le numérotage comme suit :

a) Accroissement de ....
b) Adoption....
c) Abolition....
d) Développement....
e) Amélioration....
f) Mobilisation....

Sous-paragraphe c), lire "Rationalisation du système de contrôle des prix" au lieu de "Abolition des contôles de prix"

48. ZAIRE *

Page 98, Section 1, paragraphe 1. Ajouter un sous-paragraphe c) après b) qui se lit comme suit :

c) Grâce au programme rigoureux de stabilisation économique lancé en septembre 1984, le Zaire a pu rétablir les équilibres fondamentaux, ramener l'inflation de 100 p. 100 à moins de 20 p. 100, améliorer la gestion des finances publiques, déployé des gros efforts pour faire face aux obligations de son endettement extérieur.

Paragraphe 3, 2ème phrase

lire "344,6 millions" au lieu de "302,2 millions"
"412,7 millions au lieu de "1 018,9 millions"
"168,7 millions au lieu de 631,7 millions"
"128,2 millions" au lieu de 589,8 millions"
"-256,9 millions" au lieu de "397,0 millions"

Section 2, avant le sous-paragraphe a) insérer le texte qui suit.

Afin d'amener la relance définitive de son économie le Zaire a conçu son premier plan quinquennal 1986-1980 dont les objectifs cadrent avec le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique :

*Certaines données qui apparaissent dans cet aperçu synoptique ont été mises à jour par rapport à celles qui se trouvent à l'appendice statistique.

49. ZAMBIE

Page 100, Section 1, paragraphe 1, 7ème ligne.

Insérer aprés "produit d'exportation du pays". Le texte suivant :

"de la baisse de la production agricole due aux sécheresses, ainsi que de la dépression dans le secteur manufacturier, en raison de la pénurie chronique de devises pour l'achat des produits de base et des pieces de rechange nécessaires".

Paragraphe 2, première phrase,

Remplacer "2,9 milliards par "4,7 milliards".

Line 8, avant "la commercialisation...; insérer "l'emmagasinage"

Page 101, Section 3,

Remplacer la première phrase par : "Une nouvelle loi sur les investissements offrant des incitations attrayantes pour attirer les capitaux locaux autant qu'étrangers"

Commencer la 2ème phrase avec les mots suivant : "D'autres mesures englobent...."

50. ZIMBABWE

Page 102, Section 1, 5eme ligne, lire "735 dollars" au lieu de "460 dollars"